

mondial dans les prochaines décennies. Je ne veux pas minimiser les défis qui se poseront à la région Asie-Pacifique dans l'avenir immédiat. Il y a par exemple le refus de certains grands marchés avancés de se libéraliser autant que leur situation interne l'exige et que les exportateurs étrangers le réclament. Les liens corporatifs opaques, les réseaux de distribution restrictifs, le fouillis des réglementations, les préférences culturelles distinctives – voilà, entre bien d'autres facteurs, des éléments qui contribuent à maintenir le Japon, la Corée et d'autres dans le clan des économies industrialisées les plus protégées.

Pourtant, les profonds changements économiques observés même au Japon sont en voie de miner les murs protectionnistes. Le Japon mène depuis plusieurs années sa propre restructuration tranquille – une restructuration qui est alimentée en partie par un grand changement social et démographique, et en partie par les pressions de la concurrence internationale et par l'appréciation phénoménale du yen. Ce dernier facteur a nettement relevé les coûts relatifs de la production au Japon et élargi l'écart de prix entre les produits japonais et les importations. Ce qui a entraîné un transfert de la production à forte intensité de main-d'oeuvre et à faible technicité à l'extérieur du Japon, et une réorientation de la croissance économique axée sur l'exportation en faveur d'une croissance mue par la demande intérieure.

Le rythme du changement peut être imprévisible, mais son orientation est clairement visible. La libéralisation économique – surtout par la déréglementation et l'élimination des obstacles à l'importation – stimule la demande intérieure, ouvre des débouchés aux fournisseurs étrangers de biens et de services et alimente la reprise économique du Japon.

La communauté commerçante internationale est encore plus préoccupée par le fait que nous n'ayons pas encore pu négocier collectivement l'accession de la Chine à la nouvelle Organisation mondiale du commerce. Il va sans dire que la Chine est un cas *sui generis*. La taille de son économie a quadruplé depuis 1980, et son taux de croissance annuel moyen est maintenant de 9 p. 100. La Chine se classe déjà au 11<sup>e</sup> rang des nations commerçantes du monde. Si les tendances actuelles se maintiennent, son pouvoir d'achat pourrait égaler celui des États-Unis d'ici l'an 2020. Tout comme il était impensable, il y a 25 ans, que la Chine reste à l'écart des Nations unies, il est tout aussi impensable aujourd'hui que ce pays reste pendant longtemps à l'extérieur de la nouvelle Organisation mondiale du commerce.

Les régimes commercial et financier de la Chine ne sont pas encore aussi ouverts ou transparents que ce qui est exigé des membres de l'OMC. Et l'importance même de l'économie chinoise